



Conférence débat Lys Deûle Marque du mardi 20 avril 2021 à St Venant

Synthèse des enjeux de l'eau Gestion qualitative et quantitative

Animateur : Romain MUSART, Chef de la rédaction régionale de La Voix du Nord

Organisée par l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, en partenariat avec la Voix du Nord, la 6^{ème} et dernière conférence autour de la révision du SDAGE s'est tenue le mardi 20 avril 2021, à la Salle des Fêtes de Saint-Venant, Place du Général De Gaulle. Cette conférence était aussi l'occasion de faire le bilan de six semaines de débat sur les enjeux quantitatifs et qualitatifs de l'eau et d'en poser les perspectives pour le bassin Artois-Picardie.

Dans le bassin Artois-Picardie, l'eau souterraine constitue une ressource essentielle et indispensable : 96 % des eaux potables distribuées sont d'origine souterraine, c'est dire l'importance des eaux souterraines comme ressource en eau pour tous les usagers. Le transfert des polluants vers les nappes d'eau souterraines peut prendre plusieurs années. La qualité actuelle des eaux souterraines porte ainsi l'empreinte du lourd passé industriel de la région et des pratiques d'agriculture intensive de l'après-guerre. La protection des captages d'eau potable doit être une priorité pour tous les acteurs publics et toutes les activités présentes dans les aires d'alimentation de captage.

Quelles actions pour améliorer les masses d'eau d'ici 2027 ? Quelles solutions pour un usage plus frugal et mieux reparté de la demande en eau, face au changement climatique ? C'est à ces questions que les invités ont tenté d'apporter des réponses.

Intervenants

- **Michel LALANDE**, Préfet de la région des Hauts-de-France, préfet Coordonnateur de Bassin Artois-Picardie, Président du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie
- **Alain BEZIRARD**, Vice-Président de la Métropole Européenne de Lille en charge de la politique de l'eau et de l'assainissement, Maire d'Erquinghem-Lys
- **Jean-Claude DISSAUX**, Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE de la Lys, Vice-Président du Conseil Départemental du Pas-de-Calais, Maire d'Aire-sur-la-Lys
- **André FLAJOLET**, Président du Comité de Bassin Artois-Picardie, Maire de Saint-Venant
- **Laurent TAPADINHAS**, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Hauts-de-France
- **Thierry VATIN**, Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie

Interventions

Michel LALANDE :



L'eau, sur les plans quantitatif et qualitatif, sera un sujet majeur dans les années à venir. Avant on pouvait se considérer épargné par les sécheresses mais c'est une époque révolue depuis l'été 2017. On est également touché par des canicules, avec des étés de plus en plus chauds. Quant à l'état biologique des

eaux de notre région, il n'est pas brillant. Dans le domaine du climat, on bascule dans l'irréversibilité.

D'un point de vue qualitatif, il nous faut travailler sur la pollution en impliquant les industriels, les agriculteurs et les citoyens. La fourniture en eau est un enjeu majeur, qui fait d'ailleurs partie du plan de relance, dans le but d'aider les collectivités et les syndicats d'eau à changer les circuits d'eau. Il y a des endroits où les canalisations perdaient 70% de l'eau acheminée. Nous devons tous faire une transition nous amenant vers une consommation d'eau plus frugale.

Quelques exemples d'implication du préfet de région : le PLU de la MEL a été rejeté car il permettait l'artificialisation des champs captants. Grâce au dialogue instauré, on a abouti à un PLU plus frugal en termes de consommation foncière. Il y a aussi le projet du canal Seine-Nord. Ce canal permettrait un transfert logistique des camions aux péniches, afin de réduire la pollution de l'air. Ce projet pose donc plusieurs questions écologiques fondamentales.

Thierry VATIN :

La campagne « agissons pour l'eau » permet de sortir d'un entre-soi d'initiés et de toucher toute la population du bassin. Dans les esprits, la pollution de l'air ou les déchets sont des problématiques connues.

Concernant l'eau, le citoyen est moins informé, que ce soit sur les enjeux quantitatifs comme qualitatifs. On doit donc passer de 5 000 connaisseurs à 5 millions de personnes informées et concernées.

Avec le sondage mené par l'IFOP en partenariat avec la Voix du Nord, on a pu se rendre compte que les gens avaient peu de connaissances sur l'eau mais étaient néanmoins inquiets du sujet. Les différentes conférences thématiques et le site internet de la consultation sont de vrais outils pour comprendre ces enjeux. On y a joué la proximité avec des présentations par sous-bassins. Il y a également une rubrique consultation du public afin que chacun puisse donner son avis.



André FLAJOLET :

Il y a des raisons de s'inquiéter pour nos trois patrimoines : l'eau, la terre et l'air. Ce patrimoine est agressé par nos comportements collectifs et il faut donc trouver des réponses structurelles et conjoncturelles. Ces réponses doivent permettre de protéger la diversité, la biodiversité de nos territoires.



Le SDAGE permet de décliner l'état des lieux par masse d'eau avec un calendrier. Nous avons beaucoup avancé depuis le dernier SDAGE mais cela demande des moyens financiers, intellectuels et humains que nous n'avons pas forcément. Surtout, l'Europe a modifié un certain nombre de

thermomètres en élevant ses exigences. Là où on était bon, on s'est retrouvé moyens. Mais on accepte ces exigences.

Alain BEZIRARD :

Découverte du sujet de l'eau en devenant vice-président, car c'est un sujet qui est peu discuté, alors que la métropole n'a que 48 à 72 heures de réserve d'eau potable. Il est donc essentiel de communiquer sur le risque sanitaire des pénuries d'eau. Pour ne pas le vivre, il va falloir sensibiliser au maximum. Concernant les champs



captants, aujourd'hui on arrive à avancer. L'objectif est de transformer cet espace en quelque chose de positif, d'en faire un parc naturel par exemple.

Thierry VATIN reprend la parole en expliquant que le contexte local est particulièrement difficile : 75% de la population du bassin est urbaine, il y a une histoire industrielle, et minière ; l'agriculture y est parfois intensive et c'est un territoire plat. Donc toutes les contraintes sont au maximum. Il s'agit maintenant de changer de logiciel, de reconnaître que la nature fait mieux ce travail que nous et de s'intéresser au grand cycle de l'eau. C'est là que sont les investissements d'avenir, ce qui est complètement nouveau.

André FLAJOLET complète en faisant remarquer que la valeur des espaces a changé : on s'est rendu compte que les zones humides sont le cœur de la vie, après des décennies à les assécher, à les faire disparaître. C'est donc un changement de regard fondamental.

Laurent TAPADINHAS :

L'état des masses d'eau souterraines est plutôt bon, ce qui n'est pas vrai pour celles de surface. Sur la région Hauts-de-France, moins d'un quart des masses d'eau sont en bon état. Cela entraîne des enjeux environnementaux, sanitaires, économiques, comme quand les dégradations amènent à devoir aller chercher l'eau ailleurs. Les consommateurs ont néanmoins changé certaines de leurs habitudes, sur ce qu'on déverse dans les réseaux par exemple.



Les autoroutes de l'eau ont leurs limites, comme l'explique Monsieur Flajolet. Pendant longtemps, on n'avait pas la capacité de remettre en état les masses d'eau. C'est pour cela qu'on a abandonné des puits dont les taux de nitrates étaient trop élevés. Aujourd'hui, la reconquête patrimoniale est lente mais nécessaire.

Jean-Claude DISSAUX :

L'Audomarois est le château d'eau du Pas-de-Calais et la solidarité autour de l'eau existe depuis très longtemps. Le SMAER a été bâti il y a 55 ans pour régler le problème du manque d'eau. La masse d'eau a été trouvée dans notre territoire et on y a installé un barrage et une usine de traitement de l'eau. On fournit un tiers des besoins de la MEL, soit 6 millions de M³. Chaque année, il y a une négociation avec la MEL sur la fourniture en eau, pour trouver un accord gagnant-gagnant.



Thierry VATIN insiste sur le fait que la solidarité doit se faire avec tous, qu'il s'agit individuellement d'être économe pour faire baisser les pressions sur l'eau.

Il faut également trouver d'autres modes d'utilisation et de réutilisation de l'eau, note **Laurent TAPADINHAS**, pour éviter de prélever de l'eau de qualité quand ce n'est pas nécessaire. Les autoroutes et les mélanges d'eau sont des solutions qui coûtent cher, donc il vaut mieux essayer de réparer les ressources qui existent, là où elles se situent. Pour les industriels, les politiques publiques encouragent des solutions différentes des prélèvements, afin d'obtenir leur implantation. Ils sont accompagnés par la DREAL et l'Agence de l'eau.

Pour **Alain BEZIRARD**, la question à se poser est de savoir quelle eau on peut et on veut donner au monde agricole et aux industriels. Il faut faire la différence entre l'eau du quotidien, celle du robinet, et l'eau pour les industriels et les agriculteurs. A la MEL, on demande aux services de réfléchir aux manières de réutiliser les eaux qui sortent des stations d'épuration, pour les rediriger vers le monde industriel ou agricole. C'est un vrai sujet.

Thierry VATIN complète en expliquant qu'on se trouve dans une situation où chacun demande toujours plus d'eau, pour de bonnes raisons. Alors qu'avec le dérèglement climatique, les nappes ne se rechargent plus assez. Il s'agit donc d'avoir une vision de long terme, qui prenne en compte le climat et les usages. Il rappelle que la moitié des sous-bassins sont à risque de tension ou sont déjà en tension.

Questions - Réponses

1 - Ne faut-il pas investir dans le grand cycle de l'eau, et en particulier en stockant l'hiver pour pouvoir utiliser l'été, pour équilibrer besoins et ressources ?

Alain BEZIRARD : il y a seulement deux ou trois mois dans l'année où les nappes souterraines peuvent se recharger. Maintenant en automne les végétaux sont en activité donc les nappes ne se rechargent pas. Si on se base sur la météo, on est déjà, aujourd'hui en avril, en descente de notre réserve.

Thierry VATIN : on peut avoir ce réflexe en période de pénurie de garder l'eau pour soi. Sauf qu'il faut aider la nature à remplir les nappes, que l'eau s'infiltré le plus possible. Or on a énormément imperméabilisé les villes comme les campagnes.

André FLAJOLET : le rapport terre-mer gagnerait à ce que l'eau s'infiltré mieux dans les sols, pour permettre l'équilibre du grand cycle de l'eau.

Alain BEZIRARD : un ordre de grandeur : dans la MEL, quand il pleut 100 litres d'eau, seulement 18 litres s'infiltrent dans la nappe des champs captants !

2 - Il est clair que les citoyens doivent faire des efforts sur leur consommation d'eau, mais les entreprises, les industriels et les collectivités doivent aussi maîtriser leurs rejets. Quelles exigences avez-vous pour eux ?

André FLAJOLET : lors de la création des agences de l'eau, les industries polluaient beaucoup. Aujourd'hui elles sont contrôlées, elles sont plus « citoyennes » que les citoyens. Il y a aussi un énorme effort à faire sur nos conduites d'eau, qui sont obsolètes. Se pose aussi la question des zones humides : que peuvent en faire les collectivités face à des phénomènes d'ilots de chaleur par exemple ? Le citoyen est au cœur de ce réacteur car s'il est exigeant, on n'en sera que plus responsables dans nos pratiques.

Laurent TAPADINHAS : les industries consomment moins que les particuliers et les agriculteurs car elles sont soumises à des autorisations strictes. On a aussi la volonté de réduire les droits accordés aux industriels dans leur consommation d'eau et on contrôle leurs rejets.

Alain BEZIRARD : dans les projets urbains, il faut imposer des fossés, des noues et des espaces de nature pour stocker nos eaux. Comme ça, même dans les sols argileux, l'eau a le temps de s'infiltrer.

3 - Que fait-on pour aider les nappes à se recharger ?

Alain BEZIRARD : Dans les champs captants de la MEL, on regarde les endroits où on va pouvoir refaire des zones humides, pour que l'eau ait le temps de s'infiltrer dans le sol.

Thierry VATIN : il faut arrêter d'abimer la nature. En 50 ans, on a détruit 80% des zones humides de notre territoire car on ne les voit pas comme très utiles, on consomme la nature. Donc le sujet majeur c'est de stopper l'artificialisation des sols. Il faut traduire dans nos territoires cette idée du zéro artificialisation nette.

André FLAJOLET : l'Etat soutient la proposition de loi sur la Zéro Artificialisation Nette (ZAN) pour 2030. Les élus lui opposent le principe de sobriété territoriale afin d'aller chercher un équilibre et de reconquérir des espaces.

4 - Vous parliez de la hausse du niveau de la mer en raison des eaux usées. Pensez-vous qu'il s'agit d'une véritable problématique au regard des risques littoraux (érosion, submersion, etc.) ?

Alain BEZIRARD : c'est un complément aux autres enjeux qui provoquent la montée des eaux, principalement le réchauffement climatique. Le principe à retenir c'est de tout faire pour garder l'eau dans les sols.